



CHAPITRE 81

Loi constituant en corporation La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs

[Sanctionnée le 3 juin 1944]

CHAPTER 81

An Act to incorporate La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs

[Assented to, the 3rd of June, 1944]

Préambule.

ATTENDU que les personnes dont les noms suivent sont tous des membres de l'Union Catholique des Cultivateurs Incorporée: MM. Léopold Paquin, cultivateur, de Nicolet; Charles Castonguay, cultivateur, de Causapscal; Aurèle Pelletier, cultivateur, de Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, cultivateur, de Saint-Camille de Wolfe; Omer-E. Milot, cultivateur, de Yamachiche; Simon Maltais, cultivateur, de Chicoutimi; Lucien Gendron, cultivateur, de Beauharnois; Delphis Marois, cultivateur, de Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, cultivateur, de Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, cultivateur, de Sainte-Edwige de Compton; J.-Ferdinand Contant, cultivateur, de Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, cultivateur, de Guigues de Témiscamingue, et Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur de Saint-Robert de Richelieu;

Attendu que les personnes ci-dessus nommées considèrent urgente la création d'une corporation d'assurance mutuelle dans le but de promouvoir et de sauvegarder les intérêts généraux de la classe agricole;

Attendu que les personnes ci-dessus nommées demandent la création d'une corporation d'assurance mutuelle; et

Attendu qu'il est à propos de faire droit à la requête des personnes ci-dessus nommées;

WHEREAS the following persons are all members of the Union Catholique des Cultivateurs Incorporée: Messrs. Léopold Paquin, farmer, of Nicolet; Charles Castonguay, farmer, of Causapscal; Aurèle Pelletier, farmer, of St. Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, farmer, of St. Camille de Wolfe; Omer E. Milot, farmer, of Yamachiche; Simon Maltais, farmer, of Chicoutimi; Lucien Gendron, farmer, of Beauharnois; Delphis Marois, farmer, of St. Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, farmer, of St. Mathieu de Rimouski; J. Abel Marion, farmer, of St. Edwige de Compton; J. Ferdinand Contant, farmer, of St. Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, farmer, of Guigues de Témiscamingue, and Jean Baptiste Lemoine, farmer, of St. Robert de Richelieu;

Whereas the above-named persons consider the creation of a mutual insurance corporation urgent for the purpose of promoting and safeguarding the general interests of the farming class;

Whereas the above-named persons pray for the creation of a mutual insurance corporation; and

Whereas it is expedient to grant their prayer;

A ces causes, Sa Majesté, de l'avis et du consentement du Conseil législatif et de l'Assemblée législative de Québec, décrète ce qui suit:

Therefore, His Majesty, with the advice and consent of the Legislative Council and of the Legislative Assembly of Quebec, enacts as follows:

Corporation constituée.

1. MM. Léopold Paquin, cultivateur, de Nicolet; Charles Castonguay, cultivateur, de Causapscal; Aurèle Pelletier, cultivateur, de Saint-Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, cultivateur, de Saint-Camille de Wolfe; Omer-E. Milot, cultivateur de Yamachiche; Simon Maltais, cultivateur, de Chicoutimi; Lucien Gendron, cultivateur, de Beauharnois; Delphis Marois, cultivateur, de Saint-Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, cultivateur, de Saint-Mathieu de Rimouski; J.-Abel Marion, cultivateur, de Sainte-Edwige de Compton; J.-Ferdinand Contant, cultivateur, de Saint-Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, cultivateur, de Guigues de Témiscamingue, et Jean-Baptiste Lemoine, cultivateur, de Saint-Robert de Richelieu; tous requérants, ainsi que toutes les personnes qui se joindront à eux en conformité de l'article 8 de la présente loi, sont constitués en corporation sous le nom de "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'Union Catholique des Cultivateurs" ou "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C.".

1. Messrs. Léopold Paquin, farmer, of Nicolet; Charles Castonguay, farmer, of Causapscal; Aurèle Pelletier, farmer, of St. Pascal de Kamouraska; Philippe Laroche, farmer, of St. Camille de Wolfe; Omer E. Milot, farmer, of Yamachiche; Simon Maltais, farmer, of Chicoutimi; Lucien Gendron, farmer, of Beauharnois; Delphis Marois, farmer, of St. Augustin de Portneuf; Gérard Ouellet, farmer, of St. Mathieu de Rimouski; J. Abel Marion, farmer, of St. Edwige de Compton; J. Ferdinand Contant, farmer, of St. Jacques de Montcalm; Joseph Cotnoir, farmer, of Guigues de Témiscamingue, and Jean Baptiste Lemoine, farmer, of St. Robert de Richelieu, all petitioners, and all persons who may join with them in accordance with section 8 of this act, are constituted a corporation under the name of "La Société Mutuelle d'Assurance Générale de l'Union Catholique des Cultivateurs," or "La Société Mutuelle d'Assurances Générales de l'U.C.C."

Directeurs provisoires.

2. Les personnes ci-dessus nommées sont les directeurs provisoires de la corporation et elles demeureront en fonctions jusqu'à ce qu'elles soient remplacées conformément aux règlements de la corporation.

2. The above-named persons shall be the provisional directors of the corporation and shall remain in office until replaced in accordance with the by-laws of the corporation.

Quorum.

Sept directeurs provisoires forment le quorum.

Seven provisional directors shall constitute a quorum.

Fins.

3. La corporation est une société sans capital-actions, ayant pour objet la réalisation d'opérations d'assurance mutuelle.

3. The corporation shall be an association without share-capital, its purpose being the carrying on of a mutual insurance business.

Siège social.

Elle a son siège social à Montréal.

Its corporate seat shall be at Montreal.

S. R. c. 299, applicable.

4. La corporation est sous l'empire de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299) pour autant que la présente loi n'y déroge pas particulièrement et ne renferme pas des dispositions incompatibles.

4. The corporation shall be governed by the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299), except in so far as the present act may specially derogate therefrom or contain provisions inconsistent therewith.

Pouvoir
de faire
opérations
d'assu-
rance.

5. 1. La corporation a le pouvoir de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance terrestres et maritimes relatives aux biens, à la responsabilité civile et aux personnes, sauf l'assurance sur la vie.

Caution-
nements
et garan-
ties.

2. La corporation a le pouvoir de se porter caution en justice, de souscrire des cautionnements et de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance de garantie.

Genres
d'assu-
rance au-
torisés.

3. Sans restreindre la portée des pouvoirs ci-dessus énoncés, la corporation a plus spécialement le pouvoir de réaliser des opérations d'assurance et de réassurance relatives aux catégories suivantes:

a) Contre l'incendie, la foudre et l'explosion;

b) Contre les dommages à l'automobile ou sa perte ainsi que contre tous dommages aux biens ou aux personnes résultant d'accidents d'automobiles;

c) Contre les dommages à l'aéroplane ou sa perte ainsi que contre tous dommages aux biens ou aux personnes résultant d'accidents d'aéroplanes;

d) Contre la maladie, les accidents et la mortalité du bétail, des animaux domestiques et des abeilles;

e) Contre les vents, ouragans, cyclones, tornades, grêle, crue des eaux, tremblements de terre et intempéries de toute nature;

f) Contre le vol avec ou sans effraction et le vol à main armée;

g) Contre les dommages aux machines électriques et agricoles;

h) Contre les accidents du travail.

Assurance
moyen-
nant billet
de dépôt.

4. La corporation peut assurer moyennant billet de dépôt, suivant les dispositions de la section XIX de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299), toutes sortes de biens contre les pertes ou dommages causés par l'incendie ou la foudre ou autres risques généralement couverts concurremment avec l'incendie et par le même contrat.

Comptes
distincts.

5. La corporation doit tenir des comptes distincts des opérations d'assurance moyennant billet de dépôt, et l'assuré moyennant billet de dépôt n'est responsable que des pertes et dépenses encourues à raison de ce genre d'opérations.

5. 1. The corporation shall have power to effect land and maritime insurance and reinsurance respecting property, civil responsibility and persons, except life insurance. Powers as to insurance.

2. The corporation shall have power to become judicial surety, to give security and to effect guarantee insurance and reinsurance. Suretyship and guarantee.

3. Without restricting the scope of the powers above stated, the corporation shall, more particularly, have power to effect insurance and reinsurance respecting the following categories: Kinds of insurance permitted.

a. Against fire, lightning and explosion;

b. Against damage to or loss of automobiles, as well as against damage to property or persons resulting from automobile accidents;

c. Against damage to or loss of aeroplanes, as well as against damage to property or persons resulting from aeroplane accidents;

d. Against sickness, accident and death of cattle, domestic animals and bees;

e. Against wind, hurricane, cyclone, tornado, hail, flood, earthquake and any kind of inclement weather;

f. Against theft, burglary or house-breaking and robbery;

g. Against damage to electric and agricultural machinery;

h. Workmen's compensation insurance.

4. The corporation may insure by means of deposit notes, pursuant to the provisions of division XIX of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299), any kind of property against loss or damage by fire or lightning or other risks generally covered concurrently with fire and by the same contract. Insurance by deposit notes.

5. The corporation shall keep separate accounts for insurance effected by means of deposit notes, and the insured by means of deposit notes is responsible only for the losses and expenses incurred by reason of this kind of operations. Separate accounts.

Première
assemblée
générale.

6. 1. La première assemblée générale de la corporation aura lieu dans les six mois de l'entrée en vigueur de la présente loi, à la date et au lieu que fixeront les directeurs provisoires.

Assemblée
générale
annuelle.

2. L'assemblée générale des membres élit les directeurs. Elle a lieu chaque année au lieu et à la date fixés par les règlements de la corporation. Les membres sont convoqués à l'assemblée générale annuelle ou à une assemblée générale spéciale pour les raisons et suivant les formalités prévues dans les règlements de la corporation. Le vote se prend par tête à la majorité des membres présents.

Vote.

Direc-
teurs.

7. Le nombre des directeurs n'est pas moindre que sept et ne peut excéder quinze. Seul un membre de la corporation peut être directeur.

Membres.

8. Toute personne qui a fait à la corporation une demande d'assurance à raison de laquelle une police a été émise, en est membre tant que cette police est en vigueur.

Fonds de
réserve.

9. 1. La corporation, préalablement à l'émission de son permis initial par le trésorier de la province, devra posséder en pleine propriété un fonds de réserve d'au moins vingt-cinq mille dollars fourni en totalité par l'Union Catholique des Cultivateurs Incorporée.

Rembour-
sement et
intérêt.

2. La corporation, à même ses bénéfices, pourra faire à l'Union Catholique des Cultivateurs Incorporée les paiement et remboursement suivants:

a) Le remboursement du fonds de réserve ci-dessus par versements annuels n'excédant pas trente-trois et un tiers pour cent des bénéfices de la corporation, sujet à l'approbation préalable du surintendant des assurances;

b) Le paiement d'un intérêt de trois pour cent par an sur le solde du fonds de réserve ci-dessus; mais cet intérêt n'arrê-
rage pas.

Dépôt des
fonds.

10. Les fonds d'assurance de la corporation peuvent être mis en dépôt à toute caisse populaire Desjardins constituée en conformité des dispositions de la Loi des syndicats coopératifs de Québec, (Statuts refondus 1941, chapitre 290).

6. 1. The first general meeting of the corporation shall be held within six months from the coming into force of this act, at such time and place as the provisional directors shall fix.

First
general
meeting.

2. The general meeting of the members shall elect the directors. A general meeting shall be held every year at the place and date fixed by the by-laws of the corporation. The members shall be called to the annual general meeting or to a special general meeting for the reasons and pursuant to the formalities contemplated in the by-laws of the corporation. Voting shall be by heads and by majority decision of the members present.

Annual
general
meeting.

Voting.

7. The number of directors shall not be less than seven and shall not exceed fifteen. Only members of the corporation may be directors.

Directors.

8. Every person who has made an application for insurance to the corporation upon which a policy has been issued shall be a member thereof while such policy is in force.

Members.

9. 1. The corporation must, prior to the issuing of its first license by the Provincial Treasurer, hold in full ownership a reserve fund of at least twenty-five thousand dollars entirely furnished by the Union Catholique des Cultivateurs Incorporée.

Reserve
fund.

2. The corporation may, out of its profits, make the following payment and reimbursement to the Union Catholique des Cultivateurs Incorporée:

Reim-
bursement
and
interest.

a. Reimbursement of the above reserve fund by annual instalments not exceeding thirty-three and one-third per cent of the corporation's profits, subject to the previous approval of the Superintendent of Insurance;

b. Payment of interest at three per cent per annum on the balance of the above reserve fund; but arrears of such interest shall not accumulate.

10. The insurance funds of the corporation may be deposited in any credit union (*caisse populaire Desjardins*) constituted in accordance with the provisions of the Quebec Cooperative Syndicates Act (Revised Statutes, 1941, chapter 290).

Deposit
of funds.

S.R.,
c. 299,
a. 38,
remp.
pour la
corp.

11. L'article 38 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299) est remplacé pour la corporation par le suivant:

Fonds de
réserve.

"38. 1. Les directeurs de la corporation, peuvent, en établissant les cotisations, pourvoir à la création et au maintien d'un capital de garantie ou fonds de réserve qui se compose de toutes les sommes restant en la possession de la compagnie à la fin de chaque année après paiement de ses dépenses ordinaires et de ses pertes, et dont l'objet est de rendre les cotisations plus uniformes, et d'aider les membres dans les années marquées par de lourdes pertes.

Adminis-
tration du
fonds.

2. Ce fonds doit être administré par les directeurs de la manière qu'ils jugent la plus avantageuse à la compagnie, mais quant aux opérations moyennant billet de dépôt la cotisation annuelle pour l'établissement de ce fonds ne doit en aucun temps excéder dix pour cent des billets de dépôt.

Cotisation
sur billets
de dépôt.

Réserve
minimum.

3. Le fonds de réserve de la corporation ne devra jamais être inférieur à dix mille dollars.

Droits des
membres
au cas de
liquida-
tion.

4. En cas de liquidation, les membres de la corporation et les détenteurs de polices expirées ou annulées pendant les cinq années antérieures à telle liquidation, ont droit de recevoir leur part proportionnelle du fonds de réserve. Dans aucun autre cas un membre ou un détenteur d'une police expirée ou annulée ne peut réclamer une part quelconque de ce fonds de réserve."

S.R.,
c. 299,
a. 194,
remp.
pour la
corp.

12. L'article 194 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus, 1941, chapitre 299) est remplacé, pour la corporation, par le suivant:

Annula-
tion de
polices.

"194. Un membre peut en tout temps annuler sa police suivant les termes et conditions y mentionnés. Toutefois, s'il s'agit d'une police émise moyennant billet de dépôt, il peut l'annuler aux termes et conditions déterminés par l'article 200."

S.R.,
c. 299,
a. 200,
am. pour
la corp.

13. Le paragraphe 1 de l'article 200 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299) est remplacé pour la corporation par le suivant:

11. Section 38 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R.S.,
c. 299,
s. 38, re-
placed for
corpora-
tion.

"38. 1. The directors of the corporation may, in fixing the assessments, provide for the creation and maintenance of a guarantee capital or reserve fund made up of all the sums remaining in the possession of the company at the end of each year, after payment of its ordinary expenses and losses, and the object whereof shall be to make the assessments more uniform and to help the members in years when the losses are heavy.

Reserve
fund.

2. Such fund shall be managed by the directors in such manner as they may deem most advantageous to the company, but, in the case of insurance by means of deposit notes, the yearly assessment for such fund shall not, at any time, exceed ten per cent of the amount of the deposit notes.

Manage-
ment of
fund.

Assess-
ment on
deposit
notes.

3. The reserve fund of the corporation must never be less than ten thousand dol-
lars.

Minimum
reserve.

4. In case of liquidation, the members of the corporation and the holders of policies which have expired or been annulled during the five years preceding such liquidation shall be entitled to receive their proportional share of the reserve fund. In no other case may a member or a holder of a policy which has expired or been annulled claim any part whatever of such reserve fund."

Rights of
members
in case of
liquida-
tion.

12. Section 194 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R.S.,
c. 299,
s. 194, re-
placed for
corpora-
tion.

"194. A member may at any time cancel his policy in accordance with the terms and conditions therein mentioned. Nevertheless, in the case of a policy issued upon a deposit note, he may cancel it upon the terms and conditions fixed by section 200."

Cancel-
lation of
policy.

13. Subsection 1 of section 200 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R.S.,
c. 299,
s. 200,
am. for
corpora-
tion.

Annulation de polices.

"200. 1. Il est facultatif à la corporation d'annuler toute police suivant les termes et conditions y mentionnés en donnant à cette fin à l'assuré un avis écrit transmis par lettre recommandée."

"200. 1. The corporation may cancel any policy, in accordance with the terms and conditions therein mentioned, by giving to the insured notice in writing to that effect, transmitted by registered letter."

Cancel-
lation of
policy.

S.R.,
c. 299,
a. 201,
remp.
pour la
corp.

14. L'article 201 de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299) est remplacé pour la corporation par le suivant:

14. Section 201 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) is replaced, for the corporation, by the following:

R.S.,
c. 299,
s. 201, re-
placed for
corpora-
tion.

Remise du
billet de
dépôt.

"201. Lorsqu'une police moyennant billet de dépôt expire ou est annulée et lorsque l'assuré a payé ses redevances à la corporation, son billet de dépôt lui est remis."

"201. When a policy issued upon a deposit note has expired or has been annulled, and when the insured has paid his dues to the corporation, his deposit note shall be returned to him."

Return of
deposit
note.

S. R.,
c. 299,
aa.
24-37, 39,
178, 179,
181, 183,
189-193,
198 non
applica-
bles.

15. Les articles suivants de la Loi des assurances de Québec (Statuts refondus 1941, chapitre 299) ne s'appliquent pas à la corporation: 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 189, 190, 191, 192, 193 et 198.

15. Sections 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 39, 178, 179, 181, 183, 189, 190, 191, 192, 193 and 198 of the Quebec Insurance Act (Revised Statutes, 1941, chapter 299) shall not apply to the corporation.

R. S.,
c. 299,
ss.
24-37, 39,
178, 179,
181, 183,
189-193,
198, non
applicable.

Entrée en
vigueur.

16. La présente loi entrera en vigueur le jour de sa sanction.

16. This act shall come into force on the day of its sanction.

Coming
into force.